

à ouvrir dans le secteur de l'industrie, qui constitue la base même de l'économie canadienne après l'agriculture.

Si nous pouvons réussir à faire de l'agriculture une industrie rentable, nous aurons là des consommateurs tout indiqués. Si nous pouvons réussir à financer la consommation autant que la production, nous aurons un marché intérieur qui permettra à un grand nombre de nos industries de vivre. Si, comme je le disais tout à l'heure, le ministre veut s'occuper du domaine des taxes et des taux d'intérêt, nous aurons une industrie prospère.

A ce stade, je voudrais me faire le défenseur de la petite industrie. Il y a trois sortes d'industrie au Canada: la grande, la moyenne et la petite. Cette dernière a le droit de subsister tout comme la grande industrie, mais je voudrais signaler au ministre qu'elle ne jouit pas des mêmes avantages que la grande.

Au fait, la grande industrie bénéficie de l'avantage que lui accorde son capital-actions, qu'elle n'est pas obligée de rembourser. Elle fonctionne à coups de millions et peut obtenir l'argent qu'il lui faut pour s'administrer de la Bourse ou de divers organismes qui achètent une partie du capital-actions des grosses compagnies.

Toutefois, la petite industrie n'est pas capable de s'aventurer sur le marché de la Bourse, parce que les conditions sont trop difficiles et trop précaires. Il est alors impossible, pour la petite industrie, de se trouver du capital à la Bourse.

La petite industrie essaie de se procurer du capital par d'autres moyens. Elle se forme en compagnies, qui émettent des actions sur le marché ou essaient de les vendre à leurs amis. Ces industries essaient de vendre une partie de leur capital-actions, mais les gens ne veulent pas en acheter.

On veut voir progresser la petite industrie, mais on ne veut pas acheter d'actions parce qu'on a peur de perdre de l'argent. De plus, comme les gouvernements s'emparent de tout le capital qui n'est pas utilisé, y compris celui des sociétés de la Couronne ou des organismes gouvernementaux, les épargnants achètent des obligations qu'émettent les différents gouvernements, les municipalités ou les commissions scolaires, et il ne reste plus d'argent pour la petite industrie. La petite industrie est donc aux prises avec un problème de capital, parce qu'il y a trop d'impôt à payer et parce que les taxes sont trop nombreuses.

Même si elle réalise des profits, la petite industrie est incapable de survivre, car elle n'a pas assez de capital pour s'organiser afin de devenir rentable. Elle est donc obligée d'emprunter de l'argent du gouvernement, de la Banque d'expansion industrielle, qui, actuellement, prête à 10 p. 100 d'intérêt et peut-être davantage. A un tel taux, la petite

industrie est donc obligée de faire des profits pour rembourser un certain montant de capital tous les ans. Elle est, de plus, obligée de payer l'intérêt sur le capital et des impôts sur les remboursements de capital et sur l'amortissement de sa dette. Elle est donc dans une position de déséquilibre. Au fait, la petite industrie ne peut se développer au rythme de notre économie et selon les normes scientifiques modernes d'aujourd'hui, parce qu'elle est incapable de remédier à toutes ces lacunes.

De plus, tous les gouvernements imposent des taxes. Dans le domaine du transport, par exemple, la petite industrie qui est éloignée des grands centres et qui a besoin de moyens de transport paie des taxes exorbitantes sur l'essence, sur les pièces de camions, bref, sur tout ce qu'on voudra. Elle doit payer une foule de choses que la grande industrie n'est pas obligée de payer. Étant donné que la petite industrie doit payer de l'impôt, rembourser son capital et payer des taux d'intérêt exorbitants, je demande au ministre de nous dire de quelle façon il entend aider la petite industrie. Quelle solution son ministère propose-t-il pour favoriser l'essor des régions sous-développées?

● (3.10 p.m.)

Les petites industries sont presque toutes situées dans des régions sous-développées. Alors, si l'on veut aider ces régions, il faut certainement aider la petite industrie et la moyenne, parce que la grande industrie, qui fonctionne à coups de millions de dollars, ne s'est pas établie dans ces zones. Alors, si l'on veut réorganiser et redonner l'équilibre à notre économie, de sorte que les zones défavorisées deviennent des zones normales, où l'on pourra produire en vue d'assurer plus d'emplois à la main-d'œuvre, il faudra certainement que le ministre propose d'autres solutions que celles qu'il suggère dans le présent bill.

Dans son projet de loi, le ministre parle de tourisme et de la création de marchés extérieurs. Or, pour créer des industries intérieures capables de concurrencer les marchés extérieurs, il faut que ces industries non seulement paient des taxes et des impôts, mais qu'elles puissent se développer davantage.

Monsieur le président, un des principaux points de ce bill est le développement de l'industrie, qui aidera les zones sous-développées. A mon sens, le ministre a surtout insisté sur les écarts régionaux qui existent dans les zones qu'il voudrait favoriser, et je suis d'avis que nous ne pouvons pas favoriser ces zones en créant plus d'emplois, car si l'on veut augmenter la productivité, il faudra à tout prix se servir des progrès de la science et de la technique moderne. Or, si l'on utilise les pro-